



unies & engagées pour le service public et ses agent.e.s
pour la transformation sociale et environnementale

Déclaration liminaire

Déclaration Liminaire pour le GT relatif à la revalorisation de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et au bilan du RIFSEEP du 05/12/2023

Nous souhaitons, en ouverture de ce groupe de travail sur l'indemnitaire, vous faire part de notre étonnement quant à l'absence transmission de documents qui nous auraient permis de préparer au mieux ce groupe de travail et ce, malgré de nombreux reports et une annonce, faite en ce sens, en demandant une transmission des questions des organisations syndicales 10 jours avant cette réunion. Si ce document qui a finalement été adressé à 19h35 ne participe pas d'une stratégie construite d'embolisation du travail des représentant.es des personnels alors nous dénonçons le piétinement de la charte des temps en vigueur dans notre ministère. Et selon nous, cela s'apparente également à une forme de mépris envers les agent.es que nous représentons.

Pourtant le sujet de ce groupe de travail est d'importance car il traite encore et toujours d'une part considérable de ce que l'indemnitaire représente dans la rémunération des agent.es. D'autant plus que cela n'entre que pour une infime partie dans la pension que nous serons amenés à percevoir une fois à la retraite. Les organisations syndicales de l'Élan commun tiennent à rappeler ici leur totale opposition à la rémunération indemnitaire. Nous demandons que vous portiez au plus vite auprès de la DGAFP la nécessité de relancer un plan de transfert prime point ambitieux.

Par ailleurs, le survol rapide de ce document fait effectivement le bilan de ce qu'est le RIFSEEP et de la manière dont il a été mis en place dans notre ministère. Il pointe l'ensemble des dysfonctionnements que nous pointons depuis des années tant sur les inégalités entre les corps que sur l'inadéquation des groupes fonctions avec la réalité lors de leur mise en place. Et pourtant nous l'avions maintes et maintes fois fait remarquer puis dénoncé.

Ce rééquilibrage, même si bien sûr, il sera certainement largement perçu comme une bouffée d'air pour tous dans le contexte économique actuel. Ce n'est, au final, qu'un pansement sur une jambe de bois pour faire face à la grogne qui monte face aux difficultés financières croissantes auxquelles toutes et tous les agent.es sont confrontés.

Enfin, en préambule de ce GT, nous dénonçons encore plus fortement la rémunération au mérite que représente le CIA.

Il y a une vraie nécessité à le faire disparaître et à le fondre dans l'IFSE. L'argument déjà entendu et indiquant que les agent.es aiment recevoir cette prime est pour nous une preuve du mépris porté aux collectifs de travail.

L'élan commun



unies & engagées pour le service public et ses agent·e·s
pour la transformation sociale et environnementale

Le CIA est juste un outil supplémentaire utilisé par certains chefs de service pour faire pression sur les agent.es et c'est une source de division au sein des équipes.